



1 - Actualité nationale et internationale

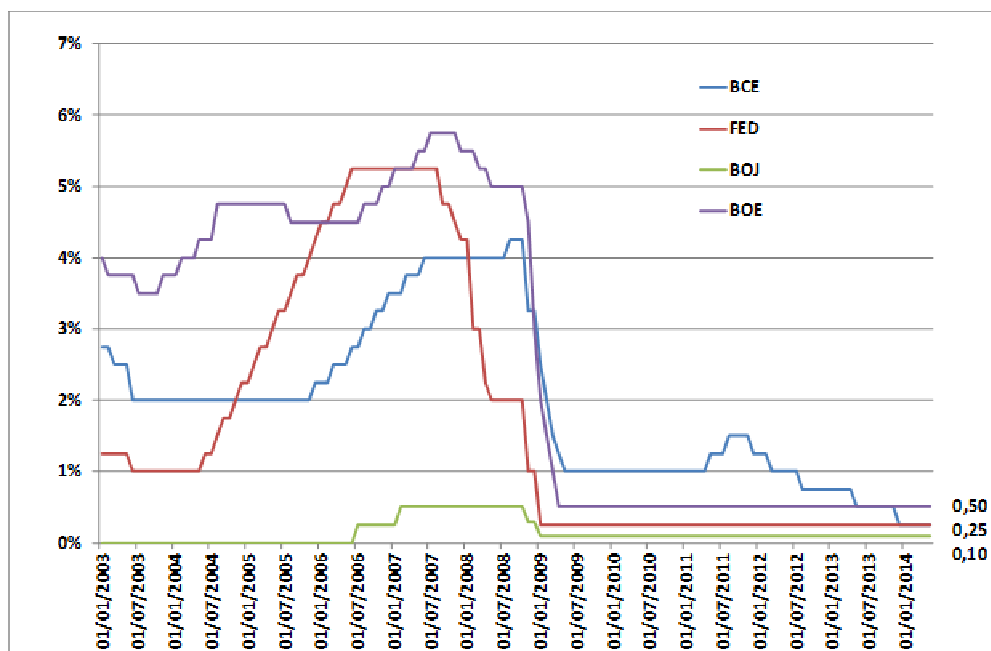
Taux d'intérêt

La BCE renforce l'orientation accommodante de sa politique monétaire

Lors de sa réunion du 5 juin 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a annoncé un ensemble de mesures visant à renforcer l'orientation accommodante de sa politique monétaire. La première série de mesures consiste en une nouvelle baisse des taux directeurs : le taux des opérations principales de refinancement est abaissé de 10 points de base, à 0,15 % ; le taux de la facilité de prêt marginal est abaissé de 35 points de base, à 0,40 % ; le taux de la facilité de dépôt est abaissé de 10 points de base, à -0,10 %, c'est-à-dire un taux négatif. La deuxième série de mesures vise à soutenir l'activité de prêt bancaire aux ménages et aux sociétés non financières (à l'exception des prêts immobiliers). Elle consiste en opérations « ciblées » de refinancement à long terme (Targeted Longer-Term Refinancing Operations ou TLTRO) à échéance septembre 2018. La troisième série de mesures vise à améliorer le fonctionnement du mécanisme de transmission de la politique monétaire. Elle consiste à intensifier les travaux préparatoires relatifs à l'acquisition par l'Eurosystème de titres adossés à des actifs (asset-backed securities ou ABS) simples et transparents ayant pour actifs sous-jacents des créances privées. La quatrième série de mesures vise à contenir la volatilité des marchés monétaires. Elle consiste à prolonger au moins jusqu'en décembre 2016 la conduite des opérations principales de refinancement sous la forme d'appels d'offre à taux fixe dans lesquels l'intégralité des soumissions est servie (fixed-rate, full allotment), et à suspendre les opérations de stérilisation de la liquidité injectée dans le cadre du programme pour les Marchés de Titres (Securities Market Programme ou SMP). Lors de la conférence de presse suivant la réunion du Conseil, le Président de la BCE, Mario Draghi, a présenté cet ensemble de mesures en soulignant que « si nécessaire, la politique monétaire pourra de nouveau être rapidement assouplie » et que le Conseil des gouverneurs « affirmait unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels s'il devenait nécessaire de faire face à des risques supplémentaires d'une période trop prolongée de faible inflation ».

<https://www.banque-france.fr/eurosystème-et-international/la-bce/communiqués-et-décisions-de-la-banque-centrale-européenne.html>

Taux directeur des principales banques centrales



Nouveaux billets

Point sur la mise en circulation de la nouvelle gamme de billets en F CFP

Le 5 juin 2014, soit plus de 4 mois après leur introduction (le 20 janvier), les nouveaux billets en F CFP représentent 67 % de la circulation fiduciaire, tous territoires confondus. Ce taux atteint 83 % pour la Nouvelle-Calédonie, 56 % pour la Polynésie française et 26 % pour Wallis-et-Futuna. Pour mémoire, les billets de l'ancienne gamme peuvent être utilisés comme moyen de paiement ou déposés en compte bancaire jusqu'au 30 septembre 2014. Au-delà, ils seront échangeables auprès de l'IEOM selon certaines modalités.

Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en avril

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 364 100 en France métropolitaine fin avril 2014. Ce nombre est en hausse par rapport à la fin mars 2014 (+0,4 %, soit +14 800). Sur un an, il croît de 3,5 %.

Léger recul du chômage en ZE18 et UE28

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,7 % en avril 2014, en recul par rapport au taux de 11,8 % enregistré en mars 2014 et à celui de 12,0 % d'avril 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,4 % en avril 2014, en baisse par rapport au taux de 10,5 % de mars 2014 et à celui de 10,9 % d'avril 2013. Eurostat estime qu'en avril 2014, 25,471 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,751 millions dans la zone euro. Par rapport à mars 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 151 000 dans l'UE28 et de 76 000 dans la zone euro. Comparé à avril 2013, le chômage a baissé de 1,167 million de personnes dans l'UE28 et de 487 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,2 %) ainsi qu'au Luxembourg (6,1 %), et les plus élevés en Grèce (26,5 % en février 2014) et en Espagne (25,1 %).

Inflation

L'inflation en baisse dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,5 % en mai 2014, en baisse par rapport au mois d'avril où il était de 0,7 %. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en mai (1,1 % contre 1,6 % en avril), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,1 % contre 0,7 % en avril), des biens industriels hors énergie (0,0 % contre 0,1 % en avril) et de l'énergie (0,0 % contre - 1,2 % en avril).

France : stabilité de l'IPC en avril

En avril 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est stable après une hausse de 0,4 % en mars 2014. Sur un an, il augmente de 0,7 % (après +0,6 % en mars 2014). Hors tabac, il est également inchangé en avril 2014 et croît de 0,6 % sur un an. Corrigé des variations saisonnières, l'IPC se replie de 0,2 % en avril 2014.

FMI

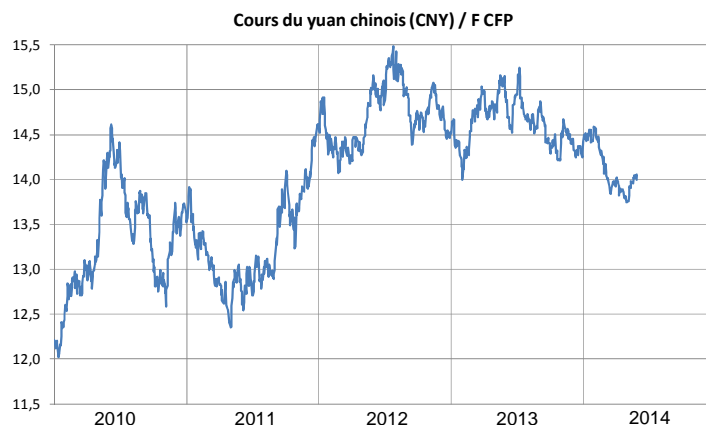
Alerte sur le marché immobilier mondial

S'appuyant sur un nouvel indice global des prix immobiliers, le FMI relève des risques de bulles immobilières : « L'indice global du FMI a progressé continuellement au cours de 7 trimestres. Sur les 12 derniers mois, les prix ont grimpé dans 33 pays des 51 pays passés en revue ». L'institution rappelle : « les flambées des prix immobiliers ont été à l'origine de plus de deux tiers des 50 crises bancaires récentes ». L'évolution récente du marché est plus particulièrement préoccupante en Belgique, au Canada (33 %), en Australie (32 %), en Nouvelle-Zélande (30 %), au Royaume-Uni (27,5 %) et en France (28,5 %).

2 – Actualité régionale

Chine : internationalisation croissante du yuan

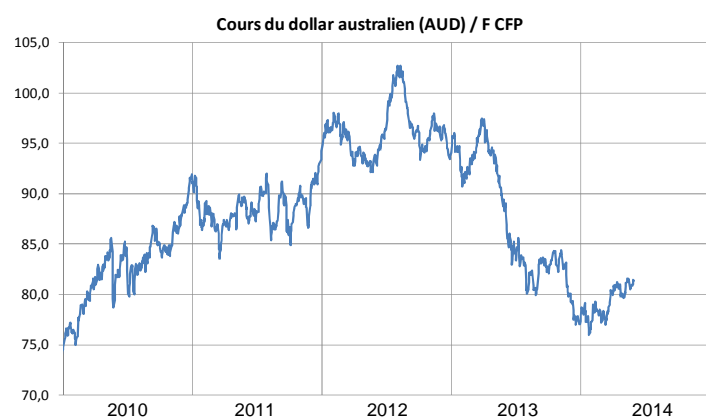
En un an, l'utilisation de la devise chinoise par les États-Unis pour commercer avec la Chine a quadruplé. Les échanges libellés en yuan ne représentent encore que 2,4 % des transactions entre ces deux puissances (soit +1,7 point en un an). Mais, selon les données de Swift (qui recense les échanges automatiques réalisés par 10 000 banques du monde entier), la valeur des paiements en renminbi entre les États-Unis et le reste du monde a progressé de 327 % sur un an en avril 2014.



Australie : accélération de la croissance trimestrielle

En Australie, le taux de croissance accélère au premier trimestre 2014 : +1,1 % après +0,8 % le quatrième trimestre 2013. Cette évolution a été portée par la consommation des ménages, les exportations et l'investissement privé. L'activité dans l'industrie minière et le secteur financier a été soutenue.

Lors de sa réunion du 3 juin 2014, la banque centrale australienne (RBA) a laissé inchangé son taux directeur à 2,5 %.

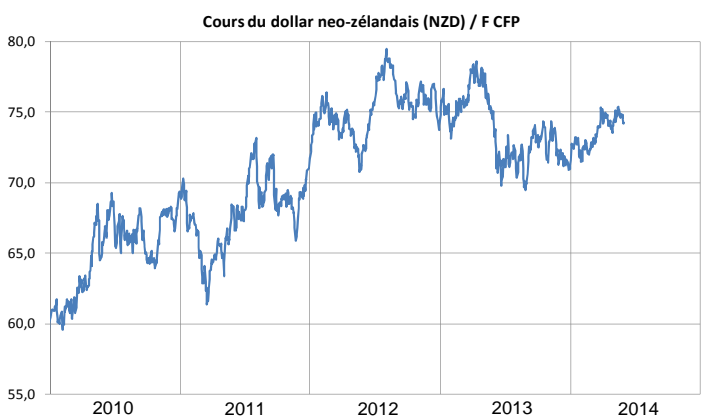


Nouvelle-Zélande : un nouvel excédent commercial

En avril 2014, l'économie néo-zélandaise a enregistré, avec 534 millions de dollars NZ, un excédent commercial pour le sixième mois consécutif. Après les niveaux record des mois précédents, les exportations ont diminué de 6,5 % par rapport au mois de mars tandis que les importations sont en hausse de 5,0 %.

Le taux de chômage se stabilise à 6,0 % de la population active au premier trimestre 2014 (contre 6,2 % un an auparavant).

Le 24 avril 2014, la banque centrale de la Nouvelle-Zélande a augmenté son principal taux directeur de 0,25 point à 3,0%.



3 – Brèves économiques locales

Nouvelle gamme de billets francs Pacifique: la nouvelle gamme représente 83 % de la circulation fiduciaire du Territoire

Au 30 mai 2014, la nouvelle gamme de billets représentait 83 % de la circulation fiduciaire en nombre et 79 % en valeur. Près de 5,1 millions de billets de la nouvelle gamme ont ainsi été émis depuis le 20 janvier 2014. Presque symétriquement, la circulation en volume des coupures de l'ancienne gamme diminue, semaine après semaine. Le nombre de billets de l'ancienne gamme retirés de la circulation atteint, depuis le 20 janvier, 4,4 millions de billets, soit un taux de retour global de 81,1 % en volume.

Le directeur de Tracfin à Nouméa

Le directeur de Tracfin, Jean-Baptiste Carpentier, était en visite à Nouméa dans le cadre d'une campagne de sensibilisation à la lutte contre le blanchiment dans les Outre-mer. C'est le premier déplacement de la direction de Tracfin en Nouvelle-Calédonie depuis sa création il y a 25 ans. Une conférence a été organisée le 13 mai à la Cour d'Appel de Nouméa à l'attention des professionnels du secteur financier et immobilier en présence du Procureur Général. La séance de présentation a permis de rappeler le rôle de Tracfin ainsi que le processus déclaratif. Tracfin est une cellule administrative rattachée au Ministère des Finances et des Comptes Publics dont la mission est de recueillir, analyser et enrichir les déclarations de soupçon émanant des professions financières et non financières assujetties (site internet : www.economie.gouv.fr/tracfin).

Accident industriel sur le site de VALE NC

Dans la nuit du 6 au 7 mai 2014, un rejet accidentel d'environ 96 m³ de solution acide a été déversé dans le creek de la Baie Nord, lors du transfert des effluents du bassin de confinement de la raffinerie vers le bassin de soufre du système de confinement tertiaire. La fuite était liée à une vanne démontée sur le circuit de transfert. La Province Sud a pris un arrêté de suspension de l'activité de l'usine dès le 7 mai. Un diagnostic général relatif à la sécurité du site a été réalisé par l'organisme indépendant INERIS (Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques) afin d'obtenir un avis indépendant et éclairé sur la démarche globale de gestion de la sécurité adoptée par l'industriel. Après concertation avec les experts d'INERIS, le comité consultatif coutumier environnemental de VALE NC, les autorités coutumières de l'aire Djubéa Kapume et les associations environnementales intéressées, la Province Sud a pris deux arrêtés autorisant la réouverture de l'usine, sous plusieurs conditions suspensives suivantes :

- avant remise en service : l'équipement de tous les points de rejet du site d'alarmes et la création d'un service d'inspection interne unique;
- sous délai d'un mois : « l'étanchéification » totale du site, la création d'une direction interne de la sécurité et la révision de toutes les études de dangers et mesures de réduction des risques;
- sous délai de deux mois : la révision de toutes les procédures de contrôle d'intégrité structurelle des équipements, de gestion du fonctionnement en mode dégradé, et du système de gestion de sécurité de l'usine ainsi que l'organisation d'exercices de sécurité;
- sous délai de trois mois : la révision complète du plan d'opérations internes (POI);
- sous délai de quatre mois : le lancement des nouvelles expertises préconisées par l'INERIS et la remise du bilan de fonctionnement anticipé.

Mise en place des titres restaurants

Le dispositif des titres restaurants dont la loi de pays a été votée en octobre 2013 se concrétisera d'ici la fin du mois de juin. Ce premier projet fonctionne grâce au GIE Chèques services calédoniens qui fédère outre la Mutuelle du commerce, le Médef et quatre organisations syndicales. L'autre entité agréée par le gouvernement, « E-solutions » sera gestionnaire des cartes nominatives prépayées. Les entreprises calédoniennes pourront s'affilier auprès de ces deux partenaires. La part patronale du « titre restaurant » sera au maximum de 50 % ou 60 % selon que la valeur nominale du chèque est respectivement de 1 440 F CFP ou 1 200 F CFP.

Nickel : le calendrier est respecté pour l'usine de Gwangyang

Le président du conseil d'administration de la Société du Nickel de Nouvelle-Calédonie et Corée (SNNC) a confirmé l'avancée des travaux d'extension du projet de l'usine. La livraison fin juin d'un nouveau port permettra le doublement de la capacité d'accueil du minerai nécessaire à l'objectif de 54 000 tonnes de nickel métal contenu fixé par les partenaires SMSP et POSCO. Sur le site même de l'usine, l'installation des fours de la deuxième ligne de production est réalisée à 60 %. La première coulée est prévue pour fin novembre 2014.

Etude prospective emploi-formation et les salaires par métier en 2013

L'Institut pour le développement des compétences en Nouvelle-Calédonie (IDCNC) a publié deux études. La première concerne l'évaluation des besoins futurs en emploi et formation. La seconde permet d'avoir des données chiffrées sur les salaires par métier. Les hausses de salaires ont été en moyenne plus rapides que l'inflation sur ces deux dernières années (+5,1 % contre +3,1 %), le SMG (Salaire minimum garanti) augmentant de 8,6 % sur la période. Le salaire mensuel moyen s'établit à 289 000 F CFP.

Publications

L'IEOM a publié les études suivantes :

- La note expresse NE n°128 – Tendances Conjoncturelles - 1^e trimestre 2014
- Infos financières – Suivi des crédits aux entreprises au 31 mars 2014
- Infos financières – Coût du crédit et production de crédit en Nouvelle-Calédonie au quatrième trimestre 2013

Le partenariat CEROM a publié :

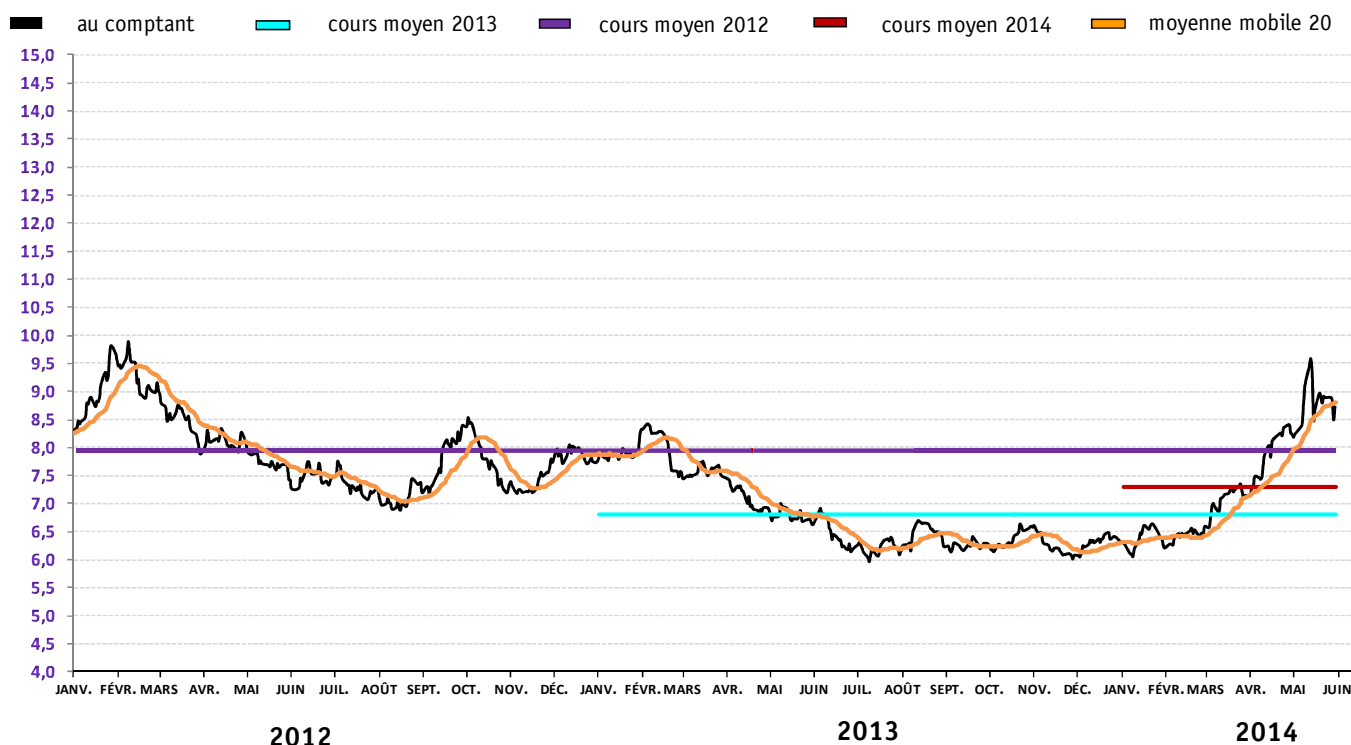
- Tableau de bord économique de la Nouvelle-Calédonie - 1^e trimestre 2014
- Les comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2012 : « Le ralentissement se confirme ».

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		mai-14	104,7	0,0%	-0,5%
Nombre de demandeurs d'emploi		avr.-14	7 504	-4,6%	14,1%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	mars-14	9 432	1,9%	-5,2%
	cumulées	mars-14	23 856	-	-20,0%
Importations	mensuelles	mars-14	22 855	-2,1%	8,9%
	cumulées	mars-14	69 551	-	-1,3%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		mai-14	8,81	11,9%	30,0%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		mai-14	766	12,5%	22,9%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	mars-14	445	12,2%	73,1%
	cumulées	mars-14	916	-	10,0%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	mars-14	7 220	3,4%	30,6%
	cumulées	mars-14	18 297	-	13,1%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	avr.-14	7 986	-5,2%	-0,2%
	cumulés	avr.-14	31 180	-	-3,4%
• Nuitées	mensuels	févr.-14	44 976	-11,4%	-1,5%
	cumulés	févr.-14	95 726	-	0,0%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		févr.-14	57%	+ 3,0 pts	+ 0,6 pt
	• Croisiéristes (p)	cumulés	janv.-14	48 422	-
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mars-14	9 650	10,8%	-11,0%
	cumulées	mars-14	25 951	-	-11,8%
• Index BT 21 (p)		avr.-14	101,40	-0,1%	0,0%
• IRL (p)		avr.-14	119,92	0,0%	1,0%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	mars-14	89	ns	-9,6%
	cumulées	mars-14	142	-	ns
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	mars-14	137	ns	-
	cumulées	mars-14	218	-	-14,4%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	mai-14	426	-13,6%	-22,5%
	cumulées	mai-14	2 481	-	-9,3%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	avr.-12	avr.-13	avr.-14	var 13/12	var 14/13
Circulation fiduciaire	15 678	17 623	15 151	12,4%	-14,0%
Dépôts à vue	236 781	256 807	270 542	8,5%	5,3%
Total M1	252 459	274 430	285 693	8,7%	4,1%
M2-M1	101 328	107 756	114 249	6,3%	6,0%
Total M3	531 321	603 857	591 305	13,7%	-2,1%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	mars-12	mars-13	mars-14	var 13/12	var 14/13
Entreprises	430 054	454 194	445 551	5,6%	-1,9%
Ménages	392 568	404 716	409 101	3,1%	1,1%
Collectivités locales	60 356	64 453	78 140	6,8%	21,2%
Autres agents de CCB non ventilés	15 273	15 304	12 771	0,2%	-16,5%
Total concours sain	898 251	938 667	945 564	4,5%	0,7%
Créances douteuses brutes	18 922	19 954	29 676	5,5%	48,7%
Total concours brut	917 173	958 621	975 240	4,5%	1,7%

Interdits bancaires

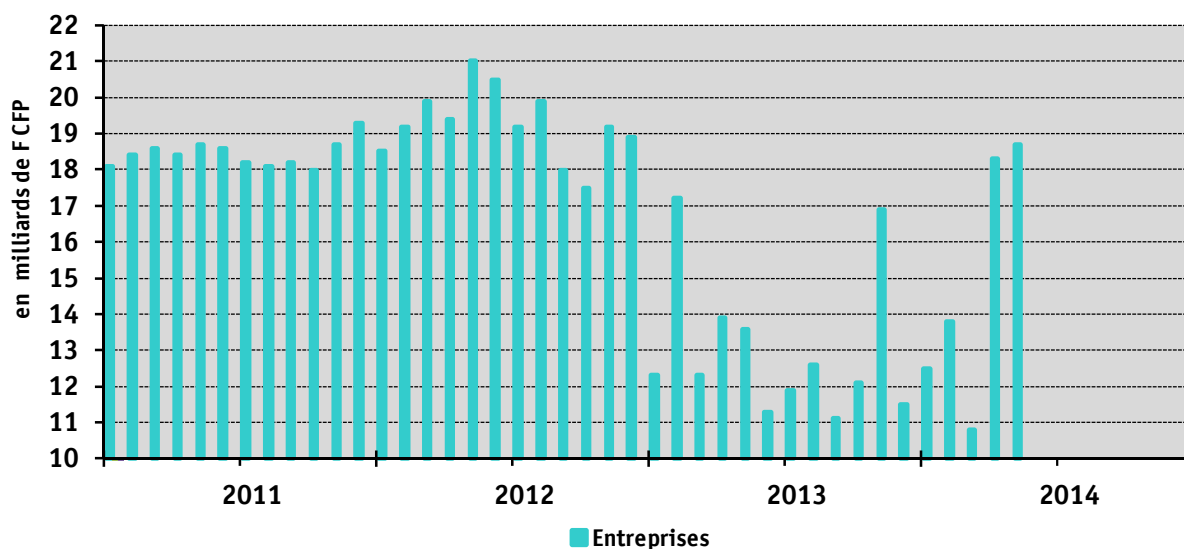
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	mai-14	7 921	0,5%	3,1%
	dont personnes physiques	mai-14	7 020	0,3%	2,6%
	dont personnes morales	mai-14	901	2,4%	7,0%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	avr.-14	16 225	0,5%	4,1%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	avr.-14	5 054	6,5%	-2,1%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	mai-14	18,7	2,1%	37,3%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	Var .
Indice des prix à la consommation	mai	105,19	104,66	-0,5%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	mars	55 009	57 476	4,5%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	mars	48 403	50 877	5,1%
créations d'entreprises	déc*	5 121	5 069	-1,0%
cessations d'entreprises (p)	sept*	2 508	2 286	-8,9%
liquidations judiciaires (nb)	déc*	144	109	-24,3%
redressements judiciaires (nb)	déc*	123	71	-42,3%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mai	842	901	7,0%
ventes de ciment local (tonnes)	mars	29 359	25 950	-11,6%
importations de ciment (tonnes)	mars	55	1	n.s
total ciment (tonnes)	mars	29 414	25 951	-11,8%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	mars	7 128	7 905	10,9%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	avr	2 241	2 824	26,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	avr	1 286	1 233	-4,1%
Ménages				
emploi salarié (nb)	déc*	87 963	89 656	1,9%
dont secteur privé	déc*	63 444	64 401	1,5%
dont secteur public	déc*	24 519	25 255	3,0%
demandes d'emploi de fin de mois	avr	6 576	7 504	14,1%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	avr	6 819	7 513	10,2%
chômeurs indemnisés	mars	2 048	2 482	21,2%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	mai	899,3	899,3	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mai	7 055	7 020	-0,5%
décisions retraits cartes bancaires	mai	1 208	1 336	10,6%
incidents paiements sur chèques	mai	17 120	13 203	-22,9%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mai	2 734	2 481	-9,3%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	avr	4 995	4 866	-2,6%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	mars	8 217	8 067	-1,8%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	mars	3 824	3 856	0,9%
Echanges				
nombre de touristes	avr	32 287	31 180	-3,4%
nombre de croisiéristes	janv	50 570	48 422	-4,2%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	févr	54,4%	56,5%	2,2 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	mai	7,48	7,32	-2,1%
cours du nickel au LME en \$/lb	mai	6,78	8,81	30,0%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	mars	833	916	10,0%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	mars	3 780	3 070	-18,8%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	mars	16 173	18 297	13,1%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	mars	22 011	19 091	-13,3%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	mars	166	142	-14,6%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	mars	255	218	-14,4%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	mars	26 046	22 379	-14,1%
part de ces produits dans le total des exportations	mars	87,3%	93,8%	6,5 pts
total des importations (M FCFP)	mars	70 471	69 551	-1,3%
total des exportations (M FCFP)	mars	29 824	23 856	-20,0%
taux de couverture	mars	42,32%	34,30%	-8,0 pts
recettes douanières (M FCFP)	mai	19 148	19 431	1,5%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	avr	256 807	270 542	5,3%
M1	avr	274 430	285 693	4,1%
M2	avr	382 186	399 942	4,6%
Dépôts à termes	avr	221 630	191 363	-13,7%
M3	avr	603 857	591 305	-2,1%
P1	avr	3 677	3 880	5,5%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil*	5,36%	4,96%	-0,40 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil*	4,20%	4,37%	0,17 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil*	4,70 %	4,31 %	-0,39 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	juil*	6,86 %	7,08 %	0,22 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	mars	958 621	975 240	1,7%
Ménages	mars	404 716	409 101	1,1%
dont crédits à la consommation	mars	73 463	73 067	-0,5%
dont crédits à l'habitat	mars	325 125	330 345	1,6%
Entreprises	mars	454 194	445 551	-1,9%
dont crédits d'exploitation	mars	84 093	75 727	-9,9%
dont crédits d'investissement	mars	239 880	235 266	-1,9%
dont crédits à la construction	mars	114 391	118 243	3,4%
Collectivités Locales	mars	64 453	78 140	21,2%
dont d'investissement	mars	62 268	76 203	22,4%
Autres agents de CCB non ventilés	mars	15 304	12 771	-16,5%
créances douteuses brutes	mars	19 954	29 676	48,7%
taux de créances douteuses brutes	mars	2,1%	3,0%	1,0 pt
ensemble des actifs financiers	mars	702 052	704 200	0,3%
Ménages	mars	360 551	379 544	5,3%
Sociétés	mars	232 726	216 922	-6,8%
Autres agents	mars	108 775	107 734	-1,0%
dont assurances-vie	mars	103 541	108 353	4,6%

(p) : provisoire (a) : actualisé

*2012/2013

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,10%	11/06/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,15%	11/06/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,40%	11/06/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	3,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	14/04/2014	0,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	14/04/2014	0,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/04/2014	0,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/05/2014	30/04/2014	Var. M-1
EONIA	0,4480%	0,4000%	+ 0,048 pt
EURIBOR 1 mois	0,2510%	0,2610%	- 0,010 pt
EURIBOR 3 mois	0,3110%	0,3390%	- 0,028 pt
EURIBOR 6 mois	0,3970%	0,4380%	- 0,041 pt
EURIBOR 12 mois	0,5720%	0,6140%	- 0,042 pt

taux de base bancaire	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal	taux	JORF
année 2014	0,04%	06/02/2014
année 2013	0,04%	01/03/2013

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/05/2014	30/04/2014	Var. M-1
TEMPE	0,2564%	0,2488%	+ 0,008 pt
EURIBOR 1 mois	0,2430%	0,2530%	- 0,010 pt
EURIBOR 3 mois	0,3250%	0,3300%	- 0,005 pt
EURIBOR 6 mois	0,4180%	0,4300%	- 0,012 pt
EURIBOR 12 mois	0,5930%	0,6040%	- 0,011 pt
TMO	2,0900%	2,2600%	- 0,170 pt
TME	1,8900%	2,0600%	- 0,170 pt
TRBOSP	1,9700%	2,2500%	- 0,280 pt

Définitions
 EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/05/2014	30/04/2014	31/03/2014	30/05/2014	30/04/2014	31/03/2014	30/05/2014	30/04/2014	31/03/2014
taux JJ	0,130%	0,150%	0,130%	0,056%	0,056%	0,053%	0,440%	0,440%	0,440%
3 mois	0,280%	0,230%	0,240%	0,135%	0,135%	0,135%	0,570%	0,520%	0,520%
10 ans emprunts phares	2,480%	2,680%	2,750%	0,580%	0,620%	0,650%	2,570%	2,680%	2,760%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1^{er} avril 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,91%
Prêts à taux fixe	5,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,92%
Prêts à taux variable	4,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,79%
Prêts-relais	5,39%	Découverts en compte (1)	13,37%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,31%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,27%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	15,09%	Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,21%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	87,6988	1 NZD/XPF	74,3176	1 HKD/XPF	11,3120	1 GBP/XPF	146,7615	
100 JPY/XPF	86,2473	1 AUD/XPF	81,5386	1 SGD/XPF	69,9524	100 VUV/XPF	91,3239	1 FJD/XPF	47,5842

